



Québec, le 13 octobre 2022

International Public Sector Accounting
Standards Board (IPSASB)
277, rue Wellington Ouest
Toronto (Ontario) M5V 3H2

OBJET : Commentaires sur le document de consultation *Ressources naturelles* - Comments on the Natural Resources Consultation paper

[\[English version follows\]](#)

Madame, Monsieur,

Le territoire québécois, d'une superficie de 1,7 million km², se distingue par son étendue et l'abondance de ses ressources telles que les minerais et l'eau douce. De façon générale, nous sommes favorables à la présentation d'informations à l'égard des ressources naturelles par les gouvernements.

Toutefois, avant de pouvoir les inclure dans les états financiers, nous croyons que des investissements importants devront être réalisés. Ainsi, il serait opportun d'envisager une mise en œuvre de la nouvelle norme sur quelques années. Par ailleurs, les paragraphes qui suivent comprennent des commentaires à l'égard de certaines indications contenues dans le document de consultation.

Premièrement, nous sommes d'avis qu'il existe un lien important entre la comptabilisation des ressources naturelles et les principes de durabilité. Un actif en ressources naturelles peut exister pour un gouvernement sans qu'il découle de sa valeur opérationnelle, car le fait de renoncer à exploiter une ressource peut représenter une valeur. Prenons l'exemple d'une juridiction qui renonce à exploiter certaines de ses ressources naturelles afin de produire moins de gaz à effet de serres et ainsi contribuer à la qualité de l'environnement. Ces ressources ne seront pas comptabilisées à ses états financiers, contrairement à une juridiction qui aura fait des choix différents. Les états financiers des deux juridictions seront difficilement comparables si aucune valeur n'est attribuée au choix de la première juridiction.

Deuxièmement, nous croyons que les ressources en eau peuvent satisfaire aux critères de constatation d'un actif, notamment en matière de contrôle. En effet, un gouvernement peut bloquer ou contrôler l'accès à ce type de ressources. C'est plutôt la capacité d'évaluer les avantages économiques qui influencerait la comptabilisation aux états financiers.

Finalement, certains éléments mériteraient des indications supplémentaires pour permettre de bien évaluer la portée du projet de normes. Par exemple :

- Des orientations additionnelles sur la méthode d'évaluation à la valeur opérationnelle actuelle devraient être fournies pour permettre de bien comprendre la façon de la mettre en application.
- Il serait opportun de clarifier la notion d'intervention humaine, notamment en termes d'impact sur l'état naturel de la ressource. En effet, des précisions, par type de ressource naturelle, faciliteraient l'analyse à savoir si la ressource entre dans le champ d'application des orientations proposées.

Nous espérons que nos commentaires vous seront utiles dans la poursuite de vos travaux et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

La contrôleuse des finances,



LUCIE PAGEAU, CPA

Translation

Dear Sir or Madam,

The Quebec territory, with an area of 1.7 million km², is distinguished by its extent and the abundance of its resources such as minerals and fresh water. In general, we support the reporting of natural resources by governments.

However, before including those resources in the financial statements, we believe that significant investments will need to be made. Thus, it would be appropriate to consider an implementation of the new standard over a few years. In addition, the following paragraphs include comments about certain indications contained in the consultation document.

First, we believe that there is an important link between natural resource accounting and sustainability principles. A natural resource asset can exist for a government without it deriving from its operational value, because forgoing resource development can represent value. Let us take the example of a jurisdiction that renounces to exploit some of its natural resources in order to produce fewer greenhouse gases and thus contribute to the quality of the environment. These resources will not be recognized in its financial statements, unlike a jurisdiction that has made different choices. The financial statements of the two jurisdictions will be difficult to compare if no value is attributed to the choice of the first jurisdiction.

Second, we believe that water resources can meet the criteria for recognizing an asset, including control. Indeed, a government can block or control access to this type of resource. Rather, it is the ability to measure economic benefits that would influence recognition in the financial statements.

Finally, some elements would be worth further guidance in order to properly assess the scope of the draft norms. For instance:

- Additional guidance on the method of valuation at current operational value should be provided to offer a clear understanding of how to implement it.
- It would be appropriate to clarify the notion of human intervention, particularly in terms of the impact on the natural state of the resource. Indeed, clarifications, by type of natural resource, would facilitate the analysis of whether the resource falls within the scope of the proposed guidelines.

We hope that you will find our comments useful for the continuation of your work and ask you to accept, dear sir or madam, our kindest regards.